

L'Opinion

lundi 23 octobre 2023 1214 mots, p. 1,2

Première Page

Le vent tourne pour l'économie française

Marc Vignaud

En quasi-stagnation en cette fin d'année, la conjoncture du pays accuse le coup, menaçant la promesse de plein-emploi d'Emmanuel Macron et le redressement des comptes Promesse intenable ?

Vendredi soir, l'agence de notation Moody's a maintenu la note qu'elle attribue à la dette française. Un soulagement, même si l'écart de taux avec l'Allemagne se creuse. Standard and Poor's actualisera la sienne en décembre.

« Nous sommes passés de 9 à 7% de chômage. Il fallait le faire, mais le plus difficile est devant nous. On attaque maintenant la roche dure pour passer de 7 à 5%. » L'aveu est signé d'un ministre qu'on sent soucieux pour la suite du quinquennat d'Emmanuel Macron, y compris sur le plan économique. Le chef de l'Etat a promis d'arriver au plein-emploi d'ici 2027.

En cette fin d'année 2023, l'économie française est à la croisée des chemins. Jusqu'ici, tout va relativement bien. « A l'étranger, les résultats de la

France sont vus comme un miracle économique », insiste le ministre de l'Economie, Bruno Le Maire. Mi-septembre, le quotidien allemand Spiegel n'a-t-il pas titré, La France c'est l'Allemagne en mieux? Sur le front du chômage, le mouvement était même assez spectaculaire avec 1,2 million d'emplois salariés créés depuis 2019, et ce malgré la crise Covid, puis celle de l'énergie, déclenchée par la guerre en Ukraine.

Les économistes s'interrogent même pour comprendre comment une telle performance est possible alors que la progression de l'activité économique laissait présager un rythme de progression beaucoup plus lent.

Voyants orange. Mais la courbe pourrait s'inverser. Pour la prolonger, le ministère de l'Economie et des Finances parie encore sur une croissance de 1,4% l'année prochaine. Une hypothèse de plus en plus sujette à caution, alors que l'activité fait quasiment du surplace en ce moment. Au point que certains économistes n'hésitent pas à parler de « stagflation », ce mélange d'inflation et de stagnation, larvée. En 2024, la Banque de France prévoit 0,9%, quand l'Observatoire des conjonctures économiques (OFCE), d'habitude plutôt optimiste, anticipe 0,8%. « Le vrai sujet qui va se poser assez vite, ce sont les potentielles répercussions de la crise au

Proche-Orient. sur la croissance », confie le ministre délégué au Budget, Thomas Cazenave. Malgré un probable apaisement de la hausse des prix, « beaucoup de voyants ne sont pas bons, car la France est particulièrement sensible aux orientations de la politique monétaire », alerte Gilles Moëc, le chef économiste de l'assureur Axa. En octobre, l'indice du climat des affaires de l'Insee est repassé sous la moyenne de longue période pour la première fois depuis

longtemps. Et ce, alors que le soutien de la politique budgétaire à l'activité va être beaucoup moins fort. L'année prochaine, la France va commencer à débrancher la perfusion d'argent public. Thomas Cazenave en a fait l'aveu devant l'association des journalistes économiques et financiers le 12 octobre: cette rupture avait jusque-là été différée. « Les économies que nous faisons dans le budget 2024, a-t-il reconnu, c'est la sortie progressive de nos boucliers [tarifaires, NDLR] qui traduit la matérialisation concrète de la fin du "quoi qu'il en coûte" et donc le retour à un mode normal de nos finances publiques. » » Dans ces conditions, le taux de chômage pourrait remonter de 7,2% à 7,9% fin 2024, anticipe l'OFCE, aligné avec la Banque de France. Une rupture que le gouvernement espère éviter grâce aux réformes déjà engagées par Emmanuel Macron: celle de l'apprentissage, mais aussi celle du lycée professionnel ou de l'assurance chômage.

Suffisant ? Remy Mazzocchi, le directeur général adjoint du gestionnaire de l'assurance chômage, l'Unédic, l'a souligné sur le réseau social X: le régime des AGS, qui garantit les salaires en cas de faillite d'entreprise, voit ses engagements exploser. « Depuis le début de l'année 2023, écrit-il, 1,28 milliard d'euros ont été avancés à à in septembre (...), dépassant d'ores et déjà les montants avancés sur l'ensemble de l'année 2022. » Si le nombre de défaillances d'entreprises pourrait en fait revenir à son niveau de 2019, après un creux exceptionnel en 2020, 2021 et 2022, un tel niveau contribuerait à détruire des emplois. Au troisième trimestre, 900 PME et entreprises de taille intermédiaire ont été placées en redressement judiciaire ou en liquidation, selon le dernier baromètre du cabinet Altarès. C'est 32% de plus par rapport à la même période de l'année dernière.

Si la remontée du chômage n'est pas une certitude - le gouvernement rappelle, à bon droit, que les mêmes sombres prédictions avaient été formulées l'année dernière sans qu'elles ne se réalisent - la situation va aussi considérablement se tendre du côté des finances publiques. Selon les chiffres de l'exécutif, la légère décreue de la dette promise par Emmanuel Macron et Bruno Le Maire d'ici à 2027 impose de trouver 12 milliards d'euros d'économies minimums pour le budget 2025. Et cette fois, il n'y aura plus de dispositifs exceptionnels à débrancher pour diférer les choix douloureux. L'alternative serait d'augmenter les impôts, mais Emmanuel Macron et son ministre de l'Economie ont toujours assuré qu'il n'en était pas question.

« Gulliver empêché ». Les avis des agences de notation, qui ne font plus autant la pluie et le beau temps sur les marchés depuis qu'elles se sont fourvoyées dans la crise de 2008, peuvent même devenir des aiguillons pour qui pense que le redressement des comptes est indispensable avant la prochaine crise. L'échec de l'expérience Liz Truss, au Royaume-Uni, rappelée à l'ordre pour avoir voulu baisser massivement les impôts, notamment des plus aisés, est venu souligner que la discipline imposée par le marché n'avait pas disparu. Depuis quelques jours, l'écart de taux entre la France et l'Allemagne se creuse, même si c'est l'Italie qui est en première ligne. La France emprunte à 3,5% à 10 ans. C'est plus que ce que prévoyait Bercy pour la fin d'année...

Le test budgétaire de 2025 risque d'être rude, car, comme le regrette un membre du gouvernement, « personne ne propose de baisse de dépenses. C'est un sujet qui n'existe pas dans l'inconscient mental des Français ». Tout cela dans un contexte social tendu, avec le pouvoir d'achat de beaucoup de Français attaqué par l'inflation ou la nécessité de financer la transition écologique. Et un Emmanuel Macron qui se vit un peu « comme un Gulliver empêché » par sa majorité relative.

Ce n'est donc pas un hasard si on voit reflourir cette idée, un peu illusoire, d'annulation de la dette publique achetée par la Banque centrale européenne. La proposition iconoclaste est notamment portée par Matthieu Pigasse. Le banquier d'affaires, qui a conseillé des Etats sur la restructuration de leur dette pendant ses quinze années passées chez Lazard, la défend dans un livre paru le 11 octobre, Les lumières du chaos.

En l'absence de cette baguette magique, baisse du chômage et redressement des comptes ont partie liée, tant Macron a misé sur le plein-emploi pour faire rentrer de l'argent dans les caisses. Sauf qu'« à modèle social constant, le plein-emploi est à 7% », prédit déjà un ministre de poids.